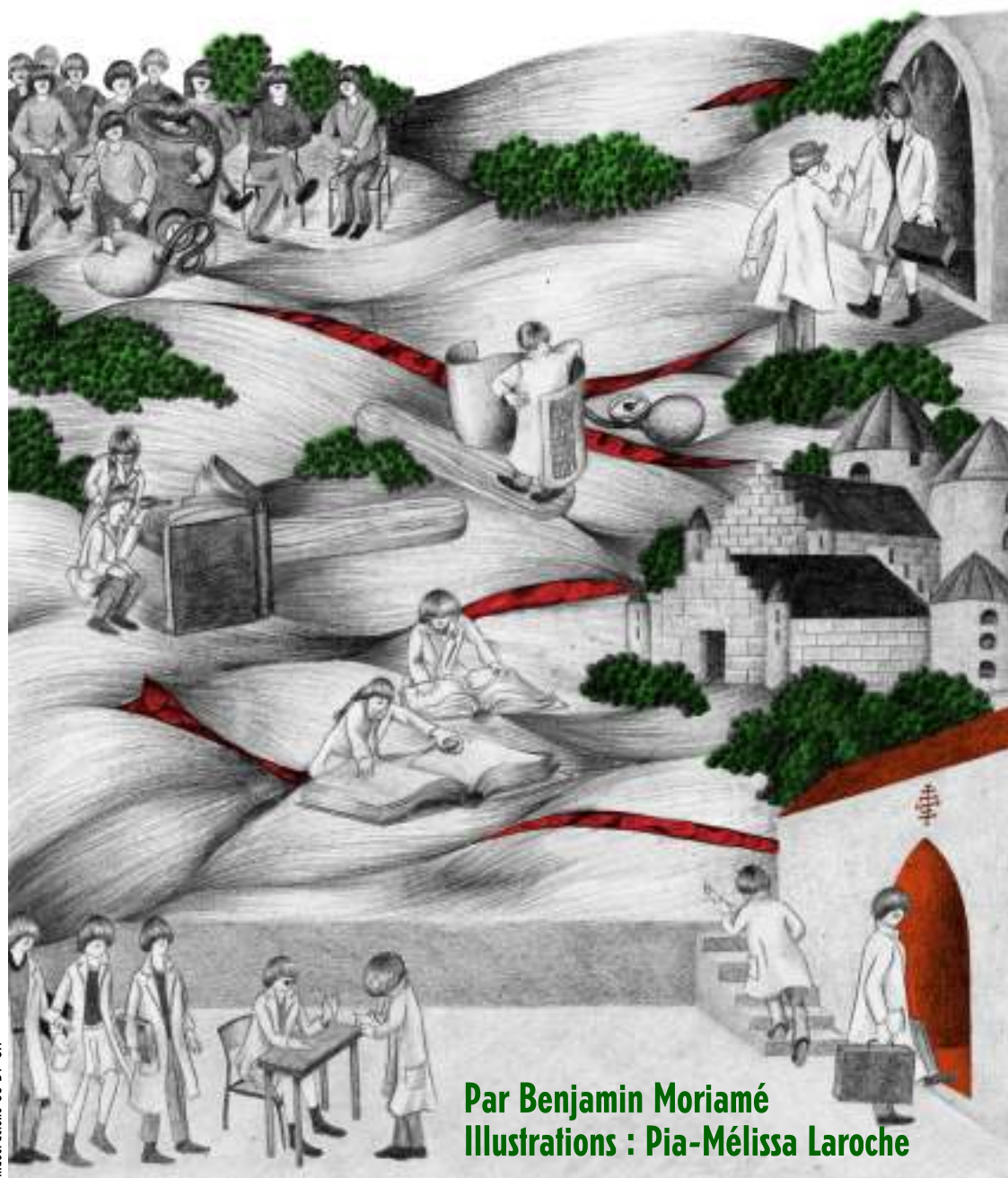
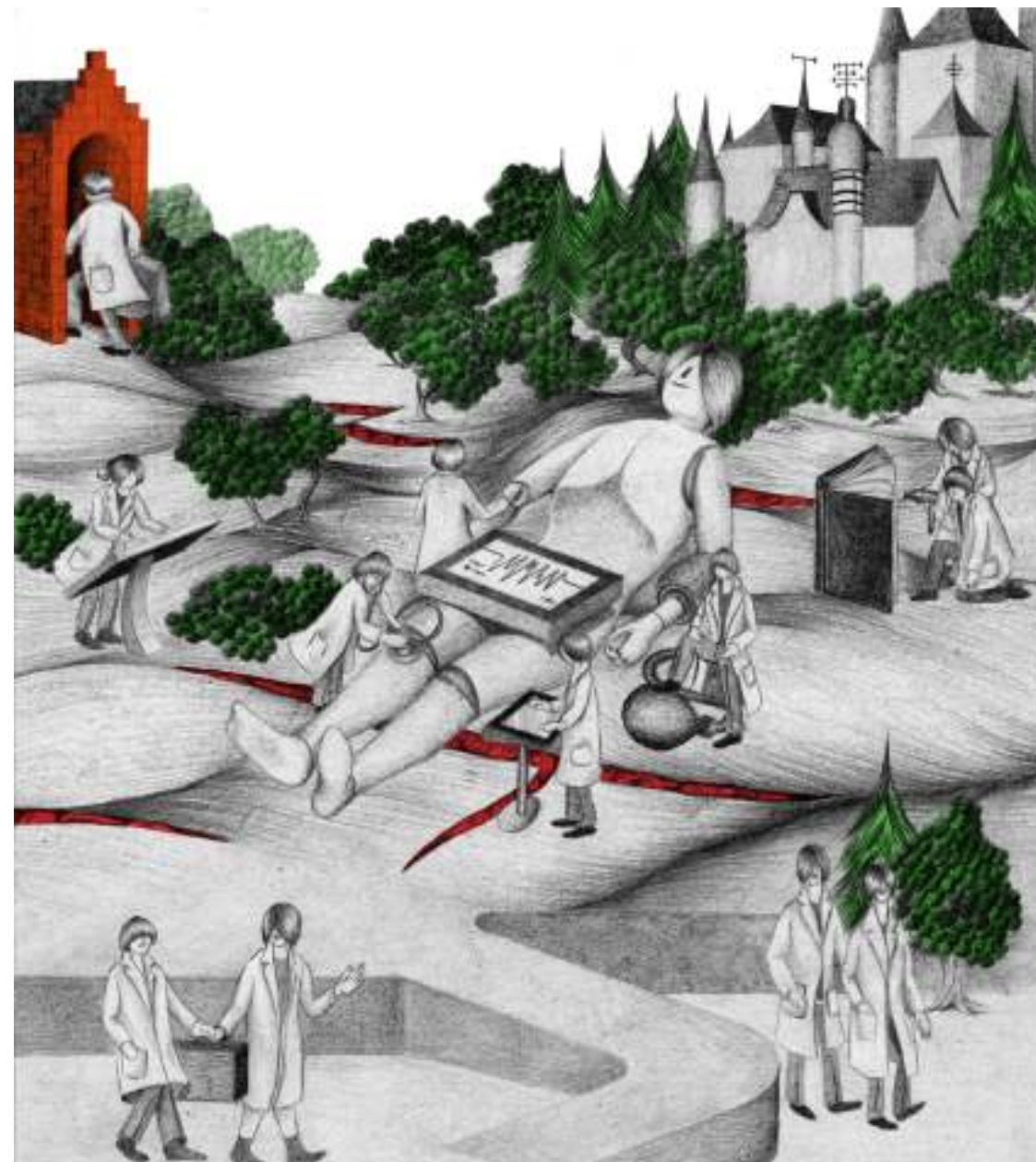


LA VOIE ROUMAINE



Par Benjamin Moriamé
Illustrations : Pia-Mélissa Laroche



Alors qu'une pénurie de médecins frappe la Belgique et surtout la Wallonie, la limitation du nombre d'étudiants est de plus en plus drastique. Pour éviter le système belge de sélection, des étudiants fuient en Roumanie, où la médecine est enseignée en français, diplôme européen à la clé.

« **D**ans quoi je me suis fourrée ? ! », s'est dit Célestine Marteaux, étudiante en médecine, lors de son arrivée à Cluj-Napoca, troisième ville de Roumanie. « J'ai d'abord vu des bâtiments affreux, noirs, souvent les mêmes. Puis il y a eu l'agent immobilier, qui a dit que, finalement, la chambre ne serait pas prête avant un jour ou deux. J'ai commencé à voir des entourloupes partout. » Les inquiétudes de Célestine ont été vite dissipées. À dix minutes de l'aéroport, le centre et le campus donnent une image radicalement différente de cette ville multiculturelle de Transylvanie.

« Il est temps de faire savoir aux Belges qu'il est possible, en Roumanie, de recevoir une excellente formation de médecin, en français en plus !, dit la Bruxelloise, inscrite au cursus francophone de l'Université Iuliu Hatieganu. Moi je l'ai appris par chance. Je ne voulais plus vivre l'ambiance de sélection et les examens absurdes. Je me sens beaucoup mieux ici. »

ÉTUDIANTS DÉÇUS

Célestine exprime un certain dégoût. Beaucoup d'étudiants belges partagent ce sentiment. Surtout en première année. Seuls 20 % des inscrits seront admis en deuxième, où le numerus clausus est fixé à 605 places (pour toute la Communauté française). Plus de 3 000 inscrits se sont disputés ces places lors du concours de fin de première inauguré en juin 2015¹. Par crainte pour le coût de la sécurité sociale, le gouvernement ne veut pas former davantage de médecins, malgré les pénuries qui frappent plusieurs régions et certaines spécialités, comme la médecine générale, la gériatrie, la psychiatrie... Bien conscientes de la sévérité de la sélection en Belgique, en France et en Suisse, plusieurs universités roumaines ont donc décidé d'attirer les étudiants déçus.

« Les diplômés sont reconnus dans tous les pays de l'Union européenne et partout dans le monde », est-il écrit dans les bro-



Célestine Marteaux, étudiante à Cluj.

chures illustrées. Avec un tel diplôme sous le bras, un médecin belge formé en Roumanie peut effectivement rentrer en Belgique et, mobilité européenne oblige, recevoir, à coup sûr, un numéro officiel (Inami) pour exercer.

L'Université Iuliu Hatieganu a lancé son cursus francophone en 2000, sept ans avant l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne. Elle est l'une des plus réputées du pays. Elle n'accepte pas plus d'un candidat francophone sur trois, sur dossier. Mais elle n'est pas la seule à enseigner la médecine en français. D'autres lui ont emboîté le pas, à l'ouest (Arad et Timisoara) et au nord-est (Iasi).

« À la fin de la dictature, c'était l'isolement totale !, se souvient le P^r Andrei Achimas, cheville ouvrière du cursus francophone, cardiologue et, bien que retraité, toujours au service du recteur. Nous voulions tout mettre en œuvre pour internationaliser le pays. Notre enseignement médical était un bon moyen. Nous avons donc créé des cursus en anglais et en français. Cela nous fait grimper dans les classements des universités. Pendant sept ans, les étudiants



2. Son prénom a été modifié.

francophones sont venus presque exclusivement du tiers-monde : Maroc, Tunisie, Sénégal... Avec l'entrée dans l'Union, les Européens ont pris presque toute la place. »

Le minerval coûte 5 000 euros. « C'est très peu, car l'État roumain intervient largement, précise le P^r Achimas. Le vrai coût d'une année d'études correspond plutôt aux prix fixés à Stanford aux États-Unis (45 000 dollars) ou à Londres (52 000 livres), diminués d'un tiers (leurs bénéfices). »

PRIX ATTRACTIF

En Belgique aussi, la formation coûte beaucoup à l'État. « La Belgique a tout gagné avec moi, estime Florent², étudiant en fin de cursus. Mon pays n'a rien payé et gagne un médecin. Cinq mille euros, ce n'est pas beaucoup si on regarde le coût total d'une année d'études. En Belgique, avec un kot, c'est environ 10 000 euros. Ici, c'est à peu près la même chose, parce que rien n'est cher. Le loyer est diminué de moitié, pour un kot bien plus agréable. » L'avion, de Charleroi à Cluj, ne dépasse parfois pas 40 euros.

« Et nous avons choisi la Roumanie comme une punition, parce qu'il avait un peu fait le guignol au lieu de travailler. On croyait que là-bas, ce serait la brousse. On a été très surpris. »

— Maman de Soufiane, étudiant à Cluj

3. Son prénom a été modifié.

Le prix a été décisif pour Soufiane³, venu d'Andenne. « Les États-Unis, c'était trop cher !, se souvient sa maman. Et nous avons choisi la Roumanie comme une punition, parce qu'il avait un peu fait le guignol au lieu de travailler. On croyait que là-bas, ce serait la brousse. On a été très surpris.

Mais, pour la qualité de l'enseignement, on savait que c'était pas mal, grâce à mon mari, qui est cardiologue. »

La médecine roumaine est déjà bien implantée en Belgique. Près de 10 % des médecins étrangers du royaume, soit 505, sont Roumains. À l'exception des pays limitrophes, la Roumanie est, de loin, le pays le plus représenté au sein de notre corps médical. Et le phénomène grandit. « Qu'ils soient formés en Roumanie ou en Belgique, nous accueillerons à bras ouverts tous les médecins ou les étudiants qui réclameront un stage chez nous, en espérant qu'ils seront bons et s'installeront durablement », assure le D^r Christian Guyot, président d'une asbl qui lutte contre la pénurie de médecins en province de Luxembourg.

À La Roche-en-Ardenne, par exemple, on attend depuis longtemps d'hypothétiques renforts. Il n'y a que quatre médecins généralistes dans cette commune touristique de 4 250 habitants, dont la population triple en été. « Les trois autres ont plus de 60 ans !, souligne le D^r Thomas Duquenne, tout juste sorti d'un burn-out. Il y a quelques mois, j'étais à un cheveu d'arrêter le travail. J'étais devenu hargneux, je ne supportais plus qu'on m'appelle. Mais je ne peux pas laisser tomber mes patients ni mes confrères. L'un d'eux a récemment fait un malaise dans son cabinet à force de voir trop de patients. J'ai peur pour l'avenir. Je serai seul dans trois ans si mes confrères prennent leur pension à 65 ans. »

UN TIERS DE MÉDECINS EN MOINS

Le D^r Duquenne ne cache pas que, parfois, le patient aussi trinque : « Je n'ai pas peur de dire que, quand il y a affluence, la qualité de ma médecine s'en ressent. » D'après une étude récente des Mutualités neutres, un patient belge sur quatre quitterait la consultation sans avoir vraiment compris son médecin. La vitesse serait en cause : 16 minutes en moyenne...

1. Ce système de concours a été suspendu par le Conseil d'état, le 26 juillet dernier.

De l'autre côté de la province, à Libramont, le D^r Pierre-Henri Arnould, généraliste également, se veut plus précis : « *Il nous arrive de voir 30 à 40 patients par jour.* » Pourtant, en 2025, si rien ne change, il faudra faire avec un tiers de généralistes en moins, selon les estimations de la Province, qui compte, pour les dix années à venir, 132 départs à la retraite contre 56 arrivées seulement. Pendant ce temps, la population des patients aura crû de 10 %. Celle des plus de 65 ans, de 25 %.

Mais Célestine ne veut pas devenir généraliste. Pour l'heure, elle envisage la médecine d'urgence. « *Hier, j'avais les mains dans un cadavre !, se félicite-t-elle. La prof m'a dit : "Toi, tu seras chirurgienne !" Je ne suis qu'en première et je fais plus de pratique que les étudiants de troisième en Belgique. En plus, je vais déjà à l'hôpital, observer différents services.* »

Au contraire, Solène Noret est déterminée à devenir généraliste, en zone rurale qui plus est... Mais dans la Sarthe. Elle a même signé un contrat avec cette région de France qui, en échange, contribue à payer ses études en Transylvanie. Venue du sud de la Seine-et-Marne, Solène est aussi la présidente de la corporation des étudiants francophones de Cluj, qui sont 1 500 envi-

ron, français pour la plupart, mais aussi suisses, maghrébins et, pour une quinzaine d'entre eux, belges. « *Une communauté hy-persoudée dans une ville culturellement très riche* », d'après la présidente.

SUICIDES

Pourtant, la souffrance psychologique des francophones de Cluj a été largement discutée dans les médias roumains et français, en avril 2015, après les suicides de deux Françaises de la faculté de médecine, rapidement suivis de deux autres tentatives. « *Un suicide, c'est toujours multifactoriel, rappelle le P^r Achimas. Nous recevons des étudiants qui ont vécu des désillusions chez eux, puis un choc culturel, l'éloignement et, enfin, les barrières au retour. Ces suicides ont donc été largement influencés par leur pays.* »

Solène et la corporation ont été très sollicitées par ces événements : « *Quand Margot et Lucille nous ont quittés, nous avons enfin eu des entrevues avec des conseillers du ministre de la Santé, dit la présidente. Nous leur avons demandé, une fois de plus, de partager avec nous la base de données qui permet aux étudiants de France de préparer, trois ans à l'avance, le concours d'accès aux spécialités (un QCM). Sans un code d'accès à cette plateforme de révision, nous avons peu de chance face aux Français de France, ce qui est désespérant. Avec les drames, les choses ont un peu bougé, mais sans résultat encore. Du coup, nous avons lancé un procès contre le ministère, tout en poursuivant le dialogue.* »

Solène et son équipe, grâce à diverses activités d'intégration, poussent aussi les étudiants à se remettre en question. « *Certains abordent ces études comme un Erasmus de six ans et ne s'intègrent qu'à moitié. Mais c'est une expatriation ! C'est dangereux de rester dans une bulle. En revanche, si tu as des contacts non francophones, tu constates vite qu'il n'y a pas d'isolement.* »



Le directeur de l'Institut français de Cluj (ces instituts répartis dans le monde entier – il y en a cinq en Roumanie – ont pour objectif de promouvoir la culture française), Benoît Bavouset, se sent lui aussi très concerné. Il sermonne justement une étudiante, venue pour ses papiers : « *Vous êtes en deuxième année et vous n'avez toujours pas vos papiers en règle. Donc vous n'êtes pas assurée non plus. Vous savez que vous pouvez à tout moment être arrêtée et renvoyée chez vous ?* »

Elle parle avec fierté de quelques robots high-tech qui nous entourent, comme le « SimMan 3G », qui pleure, s'étouffe, simule la tachycardie...

« *Après ces suicides, je suis sûr que nous avons mis fin à une série plus longue !* », souligne le directeur, avec son énergie et son franc-parler bien tassés dans un corps mince et des allures de mousquetaire. Ce Castelroussin a étudié la géographie et le management, puis dirigé une école d'art à Limoges. « *Je ne suis pas assistant social ! Je suis employé du ministère français de la Culture. Nous ne sommes pas formés ni financés pour accompagner psychologiquement les étudiants. Or, nous devons leur consacrer deux tiers d'un temps plein. Ce sont de très bons étudiants, qui font preuve de la plus belle des motivations ! Mais, en général, les Français ne parlent pas roumain et s'intègrent peu. Donc, à un moment, ils n'en peuvent plus de la Roumanie. Quant à l'Université, si elle a pris conscience des problèmes, ce n'est que récemment.* »

Le service psychosocial de l'Université ne répondrait pas aux besoins des étudiants francophones, qui ont créé leur propre système de soutien aux étudiants en

détresse. Solène a souvent répondu aux appels et longuement écouté. Selon elle, « *il manque une psychologue à l'Université. Il y en a une, mais c'est une conseillère d'orientation* ».

ÉQUIPEMENT HIGH-TECH

Malgré tout, au cours de chirurgie, entre deux procédures d'ablation de la glande thyroïde, les étudiants soulignent qu'ils apprécient énormément l'enseignement qu'ils reçoivent, citant souvent la disponibilité des professeurs et leur excellent français.

Dans le couloir, les étudiants ajoutent que l'Université est « *très bien équipée, probablement mieux qu'en France* ». Pour un aperçu, rien ne vaut le bâtiment « Med Future », flambant neuf, comme beaucoup d'autres. Trois millions et demi d'euros ont été nécessaires rien que pour le doter de ses trois principales machines de recherche. À peine moins neuf, le Centre d'études et d'habiletés pratiques permet aux étudiants de se mettre en situation avec des robots en guise de patients.

« *Grâce à cela, nos étudiants ont le geste sûr pour les manœuvres de base, les actes de chirurgie, d'anesthésie, d'obstétrique et même d'urgence* », assure la P^r Claudia Gherman, chirurgienne et amoureuse de la culture française. Elle illustre son propos d'un mouvement appuyé pour sauver le mannequin qui simule l'étouffement dans ses bras. Elle parle avec fierté de quelques robots high-tech qui nous entourent, comme le « SimMan 3G », qui pleure, s'étouffe, simule la tachycardie... Il est proposé à 66 000 dollars sur le web.

La veille, dans les couloirs de l'hôpital Babes, vieille bâtisse à deux pas des auditoires neufs, les étudiants de troisième rencontraient les patients, comme à leur habitude. Florent explique : « *Quand on demande un stage en Belgique ou en France, les docteurs sont souvent un peu sceptiques mais, à la fin, ils disent "Waou !" C'est dû à*



la pratique, qui occupe déjà 50 % de notre temps en première année, contre 100 % de théorie en Belgique. »

La qualité de la formation en Roumanie est remise en question par certains doyens des universités françaises. Les étudiants de Roumanie accusent les doyens de ne pas être objectifs et de chercher à discréditer les cursus qui leur font concurrence. Ils rappellent qu'ils s'estiment discriminés, à leur retour en France, par le concours d'accès à la profession. « La France fait tout pour empêcher l'intégration professionnelle de ses étudiants de Cluj, ce qui les désespère ! », soupire le P^r Achimas. En août 2011, la France avait même formellement exclu les étudiants qui n'étaient pas issus de son propre enseignement. Puis le Conseil d'État avait cassé le décret.

En Belgique, Florent se sent lui aussi discriminé. Tout comme Célestine, il ne veut pas devenir généraliste. Mais il y sera peut-être contraint. « À la fin des six premières années, si tu veux étudier ta spécialité chez toi, en Belgique, ce n'est pas évident. Dans certaines spécialités, les Belges formés en Belgique passent d'office avant toi, quels que soient tes résultats au concours. Donc, s'il y a plus de candidats "de Belgique" que de places disponibles, tu n'as aucune chance. » Il y a parfois des francophones qui font leur spécialité en Roumanie, mais c'est rare. Après six ans, tous ou presque veulent rentrer.

TAUX DE RÉUSSITE À 20 %

Le professeur Vanpée, doyen de l'UCL et président du Conseil des doyens, pêcheur ou cycliste à ses heures, confirme que les Belges de Roumanie ne sont pas tout à fait bienvenus en Belgique, mais nuance : « Nous voulons absolument lutter contre leur retour dans la formation en Belgique ! Sauf s'ils postulent à une spécialité en pénurie, alors passe encore. Nous n'avons pas de problème avec la qualité de leur forma-

tion, mais un problème avec le contournement du système. Priorité aux étudiants qui ont passé le filtre en Belgique. »

« On n'a pas contourné le système, estime Florent. Nous sommes au contraire pleinement inscrits dans le système européen. Ceux qui nous refusent, eux, court-circuitent le système. »

C'est le combat du P^r Achimas : « Nous plaidons auprès des ambassades pour que nos étudiants aient le même accès que les autres aux masters de spécialisation dans leur pays d'origine. Ils ne peuvent être contraints, sauf par un concours équitable, aux spécialités en pénurie. À l'époque communiste, le placement des médecins était imposé, selon leurs résultats. Aujourd'hui, nous connaissons une désertification impressionnante de la médecine rurale. Tout le monde veut pratiquer dans une grande ville. Beaucoup quittent même le pays ! » Pour la Belgique, par exemple.

Les étudiants francophones de Roumanie tombent pourtant d'accord avec les doyens au sujet de la sélection initiale. La



Professeur Vanpée, UCL.

plupart plaident pour un examen d'entrée. « C'est vrai, l'idéal serait l'examen d'entrée !, acquiesce le P^r Vanpée. La première année serait bien meilleure. Il faudrait alors une année préparatoire, pour prendre en compte la trop grande hétérogénéité des écoles secondaires. » Mais cette solution a été exclue par le gouvernement et le ministre Jean-Claude Marcourt (PS).

« Si nous suivons la ministre De Block, [...] en cinq ou dix ans, nous perdrons 3 000 médecins francophones. »

— Professeur De Clercq, UCL

« Avec l'examen en fin de première année, nous avons opté pour la moins mauvaise des solutions sur la table », récapitule le P^r Vanpée. Dans ce nouveau système, le taux de réussite en première est tombé à 20 % alors qu'il s'était stabilisé entre 25 et 30 % les années précédentes. « On dit que c'est une boucherie, déplore le doyen. Mais il y avait déjà une sélection. La grande différence, c'est qu'elle ne s'étale plus sur trois ans. L'étudiant est fixé plus vite. »

LE NUMERUS CLAUSUS : « UNE CONNERIE »

« Le numerus clausus est une connerie », tranche le P^r Jacques Marchand, retraité et ancien vice-doyen à l'Université de Rouen, régulièrement « prêté » à Cluj depuis 1993. « Ce système évalue les étudiants sur de mauvais critères. Ici à Cluj, c'est beaucoup mieux. Il y a, par exemple, un bon ratio d'étudiants par professeur. »

En Belgique, le problème est aussi communautaire. « La densité de médecins est plus importante en Wallonie, ce qui a souvent été mal interprété », explique le P^r Étienne De Clercq, coauteur avec la P^r Denise Deliège (présidente) et leur

équipe (Centre d'information sur les professions médicales et paramédicales), d'études régulières, depuis plus de trente ans, sur l'évolution du corps médical. Dans son bureau saturé de dossiers, ce médecin et statisticien rappelle que les soins de santé sont très différents d'un côté à l'autre : « En Flandre, il y a plus d'assistants à la pratique médicale (métier inconnu chez nous), plus d'infirmiers aussi, des déplacements moins longs, moins de pauvreté... Vouloir égaliser les densités serait une grave erreur. Maintenir les densités actuelles, c'est le minimum. Cela signifie former plus de médecins pour répondre aux besoins de remplacement engendrés notamment par le vieillissement du corps médical et l'augmentation des temps partiels, sans parler du vieillissement de la population. Ces besoins sont nettement plus importants en Wallonie. »

Mais il a bien été décidé de former moins de médecins belges et, surtout, moins de francophones : presque 25 % de moins qu'en Flandre, soit 575 par an. « Si nous suivons la ministre De Block, elle-même mise sous pression par la N-VA, la situation va devenir dramatique, alerte le P^r De Clercq. En cinq ou dix ans, nous perdrons 3 000 médecins francophones. »

Et si la Roumanie comblait le déficit ? « La Roumanie est l'avenir de la médecine belge ! », rigole le chercheur. Il reprend son sérieux : « Là-bas, le niveau des études grimpe. Pendant ce temps, nous réduisons encore le nombre d'étudiants en deuxième année. Le résultat sera une tendance plus forte à partir se former ailleurs. Il est donc probable que la Belgique suive la même trajectoire (NDLR : roumaine) que la France. »

Benjamin Moriamé CC BY-NC-ND

Avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles

